Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

G20 : Ils se payent nos têtes, on ne payera pas leur dette !

Forum des peuples 2011

Par Pauline Imbach
Mondialisation.ca, 31 octobre 2011
cadtm.org 31 octobre 2011

Région : Afrique subsaharienne, L'Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Économie, Pauvreté et inégalités sociales

A l'occasion de la 10ème édition du Forum des peuples, contre point africain au sommet du G20, près de 900 militant-e-s africain-e-s sontattendu-e-s à Niono au Mali [1]. Alors que les ministres des 20 pays les plus riches, les chefs des banques centrales et les chefs d'États vont se réunir du 3 au 4 novembre à Cannes pour « restaurer la confiance, soutenir la croissance et la création d'emplois, et maintenir la stabilité financière » des citoyen-ne-s africain-e-s se rencontrent et s'organisent pour dénoncer l'illégitimité de ce groupe.

La question de la dette publique européenne sera au cœur des discussions. Dans une lettre aux autres dirigeants de l'UE, le président de la Commission européenne José Manuel Barroso et celui du Conseil européen Herman Van Rompuy ont indiqué que « nos partenaires du G20 ont l'impression que, si l'Europe ne résout pas la crise de la dette souveraine qui l'affecte actuellement, l'économie mondiale subira de graves répercussions ».

Pour les peuples africains, la dette publique n'est pas une question nouvelle. Depuis des décennies ils sont confrontés à l'avidité des créanciers (FMI et Banque mondiale en tête) et à de violents plans d'austérité « plans d'ajustements structurels » qui ont détruit leur souveraineté, les plongeant dans une pauvreté toujours grandissante. Il y a 23 ans, le 29 juillet 1987, Thomas Sankara (alors président du Burkina Faso) plaidait déjà pour la mise en place d'un front uni contre la dette: « La dette ne peut pas être remboursée parce que d'abord si nous ne payons pas, nos bailleurs de fonds ne mourront pas. (…) Par contre, si nous payons, c'est nous qui allons mourir. (…) Ceux qui nous ont conduits à l'endettement ont joué comme au casino. Tant qu'ils gagnaient, il n'y avait point de débat. Maintenant qu'ils perdent au jeu, ils nous exigent le remboursement. Et on parle de crise. (…) Nous ne pouvons pas rembourser la dette parce que nous n'avons pas de quoi payer. Nous ne pouvons pas rembourser la dette parce que nous ne sommes pas responsables de la dette. Nous ne pouvons pas payer la dette parce qu'au contraire les autres nous doivent ce que les

plus grandes richesses ne pourront jamais payer, c'est-à-dire la dette de sang.»

Depuis plus d'un an, les peuples gagnent du terrain sur le chemin de la démocratie et de la liberté. Des révoltes parties du continent africain, notamment en Tunisie et en Égypte ont ouvert la voie du changement grâce à de larges mobilisations. Depuis, les citoyen-ne-s du Nord comme du Sud ont retrouvé la force collective de la résistance. En Afrique, depuis les révolutions arabes, des mobilisations ont eu lieu dans de nombreux pays. Le 15 octobre dernier à l'appel du mouvement des indigné-e-s de grandes manifestations se sont déroulées dans le monde entier pour refuser de payer la crise, pour refuser de payer les dettes qui n'ont de publique que le nom.

Ce 10ème Forum des Peuples est une nouvelle occasion pour les africain-e-s de s'organiser pour refuser ensemble de payer les créanciers. La dette extérieure publique de l'ensemble des pays en voie de développement s'élevait en 2009 à 1460 milliards de dollars, c'est-à-dire moins que les 1 531 milliards de dollars alloués chaque année dans le monde aux dépenses en armement. Pire, les financements mis à la disposition des marchés par les banques centrales et les États entre avril et octobre 2008 atteignaient 7 800 milliards de dollars …

Non seulement, la dette publique des pays en voie de développement ne représentent qu'une goutte d'eau dans l'océan des dettes mais les prêts en question sont largement odieux et illégitimes et constituent, à ce titre, une violation des droits fondamentaux des peuples.

Du Sud au Nord, c'est un réel changement de paradigme qui est en jeu. Alors qu'en 2008, le revenu des 500 individus les plus riches de la planète dépassaient les revenus cumulés des 416 millions de personnes les plus pauvres, il faut avancer ensemble vers une juste répartition des richesses, car « nous sommes 99% ».

L'annulation des dettes publiques semblent être un premier pas à réaliser dans ce sens. Il est temps d'entendre la voix de Thomas Sankara : Du Nord au Sud refusons de payer les créanciers à travers un front uni contre la dette !

[1] Dixième édition du forum des peuples « De Siby à Niono, les peuples exigent l'autodétermination ! » qui sera un contre-sommet africain au G20, à Niono au Mali, du 31 octobre au 3 novembre 2011. Voir: http://www.cadtm.org/Forum-des-peuples,6882 http://www.forumdespeuples.org/

La source originale de cet article est cadtm.org
Copyright © Pauline Imbach, cadtm.org, 2011

Articles Par : Pauline Imbach

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca